

COVID-19 : résumé des mesures fiscales et aides financières prises au Québec et au Canada

20 mars 2020

Auteurs



Marie-France Dompierre

Associée, Avocate



Etienne C. Laplante

Stagiaire

La présente pandémie de la COVID-19 force les différents paliers de gouvernement à instituer des mesures pour alléger le fardeau fiscal des contribuables et protéger l'économie.

Voici donc un sommaire des principales mesures annoncées à ce jour :

Mesures d'assouplissement des échéances fiscales au Québec et au Canada

Le 18 mars 2020, le ministre des Finances du Canada a annoncé le report de la date de production et de versement de certaines déclarations de revenus et de certaines sommes pour les particuliers, les fiducies et les sociétés aux fins de l'impôt fédéral. À la même date, le ministre des Finances du Québec a harmonisé les échéances en conséquence aux fins de l'impôt du Québec.

Particuliers

Nouvelle échéance (Québec et Canada)

Production de la déclaration de revenus	1 ^{er} juin 2020
Paiement de l'impôt	Pour tout solde qui serait normalement dû en date du 18 mars 2020, la nouvelle date d'échéance est le 1 ^{er} septembre 2020
Cotisations au RQAP/RRQ /FSS/RAMQ	Pour tout solde qui serait normalement dû en date du 18 mars 2020, la nouvelle date d'échéance est postérieure au 31 août 2020 (Québec seulement)
Acomptes provisionnels	Pour tout solde qui serait normalement dû en date du 18 mars 2020, la nouvelle date d'échéance est le 1 ^{er} septembre 2020

Fiducies (autres que les fiducies intermédiaires de placement déterminées)	Nouvelle échéance (Québec et Canada)
Production de la déclaration de revenus	1 ^{er} mai 2020
Paiement de l'impôt	Pour tout solde qui serait normalement dû en date du 18 mars 2020, la nouvelle date d'échéance est le 1 ^{er} septembre 2020
Cotisations au RQAP/RRQ/ FSS/RAMQ	Pour tout solde qui serait normalement dû en date du 18 mars 2020, la nouvelle date d'échéance est le 31 août 2020 (Québec seulement)
Acomptes provisionnels	Pour tout solde qui serait normalement dû en date du 18 mars 2020, la nouvelle date d'échéance est le 1 ^{er} septembre 2020

Sociétés	Nouvelle échéance (Québec et Canada)
Production de la déclaration de revenus	Aucun changement
Paiement de l'impôt	Pour tout solde qui serait normalement dû en date du 18 mars 2020, la nouvelle date d'échéance est le 1 ^{er} septembre 2020
Acomptes provisionnels	Pour tout solde qui serait normalement dû en date du 18 mars 2020, la nouvelle date d'échéance est le 1 ^{er} septembre 2020

Il est à noter qu'aucune annonce n'a été effectuée relativement aux remises des déductions à la source, à la remise des rapports de taxes (TPS/TVQ) et aux paiements des taxes.

Autres mesures prises au Québec

Suspension des délais de prescription extinctive en matière civile

Le 15 mars 2020, par l'arrêté 2020-4251, la ministre de la Justice du Québec et la Juge en chef du Québec ont suspendu les délais de prescription extinctive et de déchéance en matière civile jusqu'à la fin de l'état d'urgence sanitaire décrétée par le Gouvernement du Québec le 13 mars 2020. Les procédures en matières civiles sont également suspendues durant cette période, à l'exception des matières jugées urgentes, notamment les injonctions et les demandes d'*habeas corpus*.

Programme d'action concertée temporaire pour les entreprises (PACTE)

Le 20 mars, le Gouvernement du Québec a annoncé un programme temporaire administré par Investissement Québec visant à faciliter l'accès au crédit pour les entreprises par l'octroi de garanties de prêt.

Les entreprises déjà clientes d'Investissement Québec peuvent communiquer directement avec leur directeur de projet ou de compte par courriel ou par téléphone en utilisant le bottin en ligne.

Les entreprises qui ne sont pas clientes d'investissement Québec et qui désirent bénéficier de telles garanties de prêts doivent contacter leur institution financière qui pourra elle-même contacter un directeur de compte d'Investissement Québec.

Toutes questions relatives à la situation particulière d'une entreprise en lien avec ce programme devront être adressées au service à la clientèle d'Investissement Québec rejoignable au 1 844-474-6367.

Programme d'aide temporaire aux travailleurs « 573\$/semaine » :

Le Gouvernement du Québec a fait l'annonce d'un programme d'aide temporaire aux travailleurs en isolement consistant en un montant forfaitaire accordé au travailleur admissible de 573 \$ par semaine, non imposable, pour une période de 14 jours d'isolement. Une prolongation jusqu'à 28 jours d'isolement sera possible.

Admissibilité

Les travailleurs admissibles à ce programme sont ceux qui :

- Sont résidents du Québec;
- Sont en isolement parce qu'ils :
 - ont contracté le virus ou présente des symptômes;
 - ont été en contact avec une personne infectée; et/ou
 - reviennent de l'étranger.
- Subissent une perte de revenu en raison de cet isolement;
- Ne sont pas indemnisés par leur employeur;
- Ne sont pas indemnisés par une assurance privée;
- ne sont pas couverts par les programmes gouvernementaux, notamment l'assurance-emploi au gouvernement fédéral;
- Ont produit une demande en remplissant le formulaire prescrit (disponible à compter du 19 mars 2020).

Report des paiements du compte de taxes dans plusieurs

municipalités du Québec

Plusieurs municipalités du Québec ont décidé de reporter les paiements du compte de taxe municipale afin d'alléger le fardeau fiscal des contribuables. Voici les nouvelles échéances fixées par quelques de ces municipalités.

Municipalités	Nouvelle échéance du prochain paiement de compte de taxes
Montréal	2 juillet 2020
Lévis	Les intérêts sur le solde dû seront suspendus jusqu'au 30 mai 2020
Québec	4 août 2020
Trois-Rivières	8 septembre 2020
Longueuil	6 mai 2020
Gatineau	31 août 2020

Autres mesures prises au fédéral

Soutien supplémentaire de 10 milliards de dollars

Le gouvernement fédéral adopte un programme de crédit aux entreprises dans le but de favoriser le financement du secteur privé par l'intermédiaire de la Banque de développement du Canada (BDC) et d'Exportation et développement Canada (EDC) en coordonnant les solutions de financement et l'assurance-crédit avec un soutien supplémentaire de 10 milliards de dollars.

Aide aux entreprises pour qu'elles maintiennent en poste leurs employés

Le gouvernement accordera aux employeurs de petites entreprises admissibles une subvention salariale temporaire pour une période de trois mois. La subvention sera égale à 10 % de la rémunération versée pendant cette période, jusqu'à concurrence d'une subvention maximale de 1 375 \$ par employé et de 25 000 \$ par employeur.

Les entreprises pourront bénéficier rapidement de cette mesure en réduisant leurs versements d'impôt sur le revenu retenu sur la rémunération de leurs employés.

Les critères d'admissibilité de cette mesure ne sont pas encore rendus publics, mais le gouvernement indique que les sociétés admissibles à la déduction pour petites entreprises¹ ainsi que les organismes à but non lucratif et les organismes de bienfaisance y auront accès.

Suspension des vérifications fiscales

Il importe de noter que l'Agence du Revenu du Canada a annoncé qu'aucune communication n'aura lieu avec une petite ou moyenne entreprise pour entamer des vérifications post-cotisations de la TPS/TVH ou de l'impôt sur le revenu au cours des quatre prochaines semaines.

Pour la majorité des entreprises, l'Agence du Revenu du Canada suspendra temporairement l'interaction de vérification.

Assouplissement des réserves de liquidités exigées dans les institutions financières (300 milliards de fonds supplémentaires)

Le Bureau du surintendant des institutions financières assouplit les règles de la réserve pour stabilité que doivent détenir les banques. Cette mesure accroîtra la capacité de prêt des grandes banques canadiennes de 300 milliards de dollars et favorisera l'accès au crédit pour les emprunteurs.

Rachat d'obligations du Canada

La Banque du Canada a annoncé qu'elle élargissait la portée du programme de rachat d'obligations du gouvernement du Canada afin d'injecter des liquidités dans le marché.

Assurance-emploi

Le gouvernement fédéral établit l'Allocation de soins d'urgence, visant les travailleurs qui ne bénéficient pas de congés de maladie payés et qui sont malades, en quarantaine ou obligés de rester à la maison pour s'occuper des enfants. Cette allocation prévoit le versement d'un montant allant jusqu'à 900 \$ aux deux semaines, pour une période maximale de 15 semaines.

Les personnes admissibles sont les suivantes

les travailleurs, y compris les travailleurs autonomes, qui sont mis en quarantaine en raison de la COVID-19 ou atteints de cette maladie, mais qui ne sont pas admissibles aux prestations de maladie de l'assurance-emploi;
les travailleurs, y compris les travailleurs autonomes, qui prennent soin d'un membre de la famille atteint de la COVID-19, par exemple un parent âgé, mais qui ne sont pas admissibles aux prestations de maladie de l'assurance-emploi;

les parents qui ont des enfants ayant besoin de soins ou de supervision à cause de la fermeture de leur école et qui ne sont pas en mesure de gagner un revenu d'emploi, qu'ils aient droit ou non à l'assurance-emploi.

La demande de prestation sera disponible à compter d'avril 2020, et les Canadiens devront attester qu'ils satisfont les critères d'admissibilité. Ils devront renouveler leur attestation d'admissibilité toutes les deux semaines. Aucun certificat médical à fournir pour les personnes mises en quarantaine qui font une demande.

Un nouveau numéro de téléphone sans frais pour les demandes de renseignements concernant l'Assurance-emploi est maintenant offert : 1-833-381-2725.

Les personnes qui ne peuvent pas faire de demande d'assurance emploi parce qu'ils sont en quarantaine peuvent présenter leur demande ultérieurement et ils verront leur demande d'assurance emploi antidatée afin de couvrir la période visée.

Autres mesures

Plusieurs autres mesures seront instituées telles que : bonification de l'allocation canadienne pour enfant, augmentation du montant maximal du crédit pour la TPS, réduction du seuil de retrait minimum pour les retraits des fonds enregistrés de revenu retraite, extension de remboursement des

prêts étudiants et plusieurs crédits ciblés.

L'équipe Lavery est disponible pour répondre à toutes vos questions concernant les mesures d'urgence annoncées et tout autre aspect s'y rapportant.

1. Normalement, pour être admissible à la déduction pour petite entreprise une société doit être une société privée sous contrôle canadien et son capital imposable (incluant celui du groupe des ses sociétés associées) ne doit pas dépasser 15M\$.